

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1256

10 juin 2011

SOMMAIRE

Aboukir Maritime S.A.	60251	J-J. Partners S.A.	60280
Alerno Holding S.A. S.P.F.	60248	JRS Luxembourg UCITS	60252
Amuco SPF S.A.	60243	Lubesa SA	60245
Argilux S.à.r.l.	60286	Marcande Holding S.A.	60280
Argos Capital S.A.	60248	MGI S.à r.l.	60282
Assoco Ré S.A.	60278	NBK Holding (Luxembourg) S.A.	60252
Bios S.A.	60242	Nexus International S.A.	60242
B. Thyssen & Cie	60278	Pierre Invest S.A.	60244
Cabinet Vétérinaire du Limpertsberg S.à r.l.	60276	Praine Management S.A.	60243
Capita Selecta S.A.	60247	QBIC	60281
Charter Hall Retail Alt-Chemnitz S.à r.l.	60275	Revision Military S.à r.l.	60283
Daritos Sàrl	60274	Rubyto Investments S.A.	60288
Digital River International S.à r.l.	60283	Sadovaya Group S.A.	60246
Dischavulco Immo S.A.	60247	S A S Investments S.A.	60280
Emir S.à r.l.	60284	STAR Agatha Investments S.à r.l.	60277
Emmetex S.A.	60286	Sun Investments	60244
Eurofins Ventures Lux	60274	Swisscanto Asset Management Internatio- nal S.A.	60248
European Retail Company Luxembourg S.A.	60282	Swisscanto (LU) Management Company S.A.	60248
FOSCA II Investment S.à r.l.	60279	Towers Investments Adviser S.à r.l.	60288
Foyer International S.A.	60275	Tvikobb S.A.	60285
Haston S.A., SPF	60245	U.P.I. - Union de Participations et d'Inves- tissements	60247
Hotus S.A. SPF	60246	Valparsa S.A. - SPF	60243
H.V.L. S.A.	60246	Venus	60244
Ibérique de Participations S.A.	60245	WestCan Lux Properties I	60266
Iniziative Energetiche International S.A.	60242		

Bios S.A., Société Anonyme Holding (en liquidation).

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 3.055.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu le *lundi, 20 juin 2011* à 10.00 heures au 23, Val Fleuri à L-1526 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du bilan arrêté au 31 décembre 2010.
2. Présentation du rapport intermédiaire des liquidateurs.

Pour prendre part à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur le vendredi, 10 juin 2011 entre 13 et 16 heures au siège social 2, rue du Fort Wallis à Luxembourg.

Le Collège des Liquidateurs.

Référence de publication: 2011070832/16.

Nexus International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 87.491.

Les actionnaires sont convoqués à une deuxième

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *27 juin 2011* à 14.30 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Une première assemblée générale a été tenue le 9 mai 2011, les conditions de quorum de présence requises par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales afin de délibérer sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la même loi n'ont pas été remplies. En conséquence, cette assemblée pourra délibérer valablement sur le point de l'ordre du jour quelle que soit la portion du capital représentée.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2011072362/29/18.

Iniziative Energetiche International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 114.281.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des Actionnaires qui aura lieu au 17, rue Beaumont, L-1219, Luxembourg, le *21 juin 2011* à 11.30 heures par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à JUNGLINSTER, et pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Fixation de la valeur nominale des actions de la société à 1,-EUR chacune.
2. Remplacement des 1.000 actions existantes de la société par 1.000.000 actions avec valeur nominale de 1,- EUR chacune
3. Augmentation du capital social à concurrence de 800.000,- EUR, pour le porter de son montant actuel de 1.000.000,- EUR à 1.800.000,- EUR, par la création et l'émission de 800.000 actions nouvelles de 1,- EUR chacune, à émettre avec une prime d'émission à fixer par l'assemblée générale des actionnaires, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.
4. Souscription et libération intégrale des nouvelles actions.
5. Modification afférente du premier alinéa de l'article trois des statuts.

Référence de publication: 2011074537/545/20.

Praire Management S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 80.417.

Convocation à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la Société qui aura lieu extraordinairement le 22 juin 2011 à 11.30 heures au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2010;
2. Présentation et approbation du rapport du Commissaire;
3. Présentation et approbation du bilan et des comptes de profits et pertes au 31 décembre 2010;
4. Affectation du résultat;
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
6. Elections statutaires;
7. Divers.

Les porteurs d'actions sont priés d'en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion ; tout actionnaire aura le droit de voter par lui-même ou par mandataire, lequel ne peut pas être lui-même actionnaire.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011072385/21.

Amuco SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 49.159.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 24 juin 2011 à 10.00 heures, au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2010.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
4. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011073757/660/15.

Valparsa S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 32.998.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme VALPARSA S.A. - SPF sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi, 20 juin 2011 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2010.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011076716/750/16.

Venus, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 103.046.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 30 juin 2011 à 10.00 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises
3. Examen et approbation des comptes annuels au 31.03.2011
4. Décharge à donner aux Administrateurs
5. Affectation du résultat
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale Ordinaire n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, devront réunir la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions au siège social de la Société cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011075985/755/22.

Sun Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 79.438.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 24 juin 2011 à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011075982/1267/15.

Pierre Invest S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 110.994.

Suite à une demande de prorogation de l'Assemblée du 25 mai 2011 par un actionnaire en vertu de l'article 67 (5) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, Messieurs les Actionnaires, sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 21 juin 2011 à 11 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Résultats de la liquidation
2. Présentation des comptes annuels de la société au 30 novembre 2010 et présentation des opérations de liquidation
3. Divers

Le Conseil d'Administration, dans sa fonction de liquidateur intérimaire.

Référence de publication: 2011075975/506/16.

Lubesa SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 82.407.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 24 juin 2011 à 15:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011075972/1267/16.

Ibérique de Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 71.811.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 21 juin 2011 à 10:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011075969/1267/16.

Haston S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 56.418.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 21 juin 2011 à 09.00 heures à Luxembourg, au siège social, avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Délibération et décision sur la continuité éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011075206/755/20.

Sadovaya Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 153.489.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETINGwhich will be exceptionally held on *June 20th, 2011* at 5.00 p.m. at the registered office, with the following agenda:*Agenda:*

1. Management report of the Board of Directors on the statutory annual accounts and report of the Independent Auditor.
2. Approval of Pro Forma consolidated Financial Statement for the year ended 31 December 2010, drawn up according to IFRS.
3. Approval of the Annual Accounts (unconsolidated) as at December 31st, 2010, drawn up according to generally accepted accounting principles in Luxembourg and allocation of the results as at December 31st, 2010.
4. Adoption of the remuneration policy of the Company.
5. Discharge of the Directors and Independent Auditor.
6. Resignation of the statutory auditor and appointment of the new statutory auditor.
7. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011074533/795/21.

H.V.L. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 107.904.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIREqui aura lieu mercredi *22 juin 2011* à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011075968/1267/15.

Hotus S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 157.486.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIREqui aura lieu vendredi *24 juin 2011* à 17:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:*Ordre du jour:*

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011075967/1267/15.

Dischavulco Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 32.536.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 21.06.2011 à 11H00 au 4, rue Tony Neuman L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2010
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011075962/560/17.

Capita Selecta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 108.851.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mercredi 22 juin 2011 à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration .

Référence de publication: 2011075960/1267/15.

U.P.I. - Union de Participations et d'Investissements, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 41.793.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 21.06.2011 à 11.30 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31.12.2010;
- Affectation du résultat au 31.12.2010;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Ratification de la nomination d'un Administrateur par le Conseil d'Administration du 07.07.2010
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011075211/19.

Argos Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 156.135.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu vendredi 24 juin 2011 à 17:30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011075957/1267/15.

Alerno Holding S.A. S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 8.773.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 21 juin 2011 à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Renouvellement et/ou nomination des administrateurs et du commissaire aux comptes.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011075956/1267/16.

**Swisscanto Asset Management International S.A., Société Anonyme,
(anc. Swisscanto (LU) Management Company S.A.).**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 121.904.

Im Jahre zweitausendelf, am dreiundzwanzigsten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo Wersandt, mit dem Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, handelnd in Ersetzung von Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, welcher Letzterer in Verwahrung vorliegender Urkunde bleibt.

Sind die Aktionäre der Gesellschaft SWISSCANTO (LU) MANAGEMENT COMPANY S.A., mit Sitz in 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg und eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 121904 zu einer außerordentlichen Hauptversammlung erschienen. Die Gesellschaft wurde gemäß notarieller Urkunde vom 1. Dezember 2006 vor dem Notar Martine Schaeffer, mit dem damaligen Amtssitz in Remich, handelnd in Vertretung von Notar André-Jean-Joseph Schwachtgen, mit Amtssitz in Luxemburg, gegründet, welche am 12. Dezember 2006 im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (das „Mémorial“), veröffentlicht wurde.

Die Versammlung wird um 17.30 Uhr unter dem Vorsitz von Frau Judith Jungmann, Rechtsanwältin, beruflich ansässig in Luxemburg, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zum Sekretär Herr Frank Brülin, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Frau Eva Hartmann, Rechtsanwältin, beruflich ansässig in Luxemburg.

Die Vorsitzende ersucht den Notar Folgendes zu beurkunden:

I. Die Tagesordnung der außerordentlichen Hauptversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung

1. Die Zustimmung zu dem Verwaltungsratsbericht der Gesellschaft, welcher die Verschmelzung der Swisscanto (LU) SICAV II Advisory Company Holding S.A. als aufgenommene Gesellschaft (die „aufgenommene Gesellschaft“) mit der Gesellschaft als aufnehmende Gesellschaft beinhaltet.

2. Beschlussfassung hinsichtlich der Verschmelzung und dem Verschmelzungsplan.

3. Entscheidung über die Hinzuziehung eines Wirtschaftsprüfers.

4. Änderung von Artikel 1 der Satzung.

5. Änderung des Gesellschaftszweckes (Artikel 3 der Satzung), welcher nunmehr wie folgt lautet:

„Zweck der Gesellschaft ist die kollektive Portfolioverwaltung eines oder mehrerer Luxemburger und/oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren, welche der Richtlinie 85/611/EWG beziehungsweise der Richtlinie 2009/65/EG in ihrer jeweils geltenden Fassung unterliegen („OGAWs“) und anderer Luxemburger oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen, die nicht unter vorgenannte Richtlinien fallen, einschließlich spezialisierter Investmentfonds gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds („OGAs“) (gemeinsam die „Fonds“), und im Einklang mit den Bestimmungen des Kapitels 13 des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen, in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz von 2002“), beziehungsweise den ab dem 1. Juli 2011 gültigen Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das „Gesetz von 2010“).

Die Tätigkeit der kollektiven Portfolioverwaltung beinhaltet nachfolgende Funktionen:

- Anlageverwaltung: In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft im Namen und für Rechnung der Fonds (i) anlageberatend tätig sein und Anlageentscheidungen treffen, (ii) Verträge abschließen, (iii) jede Art von übertragbaren Wertpapieren und/oder anderen zulässigen Vermögenswerten kaufen, verkaufen, tauschen und übertragen, (iv) sämtliche Stimmrechte betreffend Wertpapieren, die von den Fonds gehalten werden, ausüben. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

- Administrative Tätigkeiten: Diese Funktion beinhaltet sämtliche in Anhang II des Gesetzes von 2002 (beziehungsweise im Anhang II des Gesetzes von 2010) unter dem Stichwort „Verwaltung“ genannten Aufgaben, insbesondere (i) die Bewertung des Portfolios der Fonds und die Preisfestsetzung von Fondsanteilen, (ii) die Ausgabe und Rücknahme von Fondsanteilen, (iii) die Führung des Anteilsregisters, sowie (iv) die Aufzeichnung von Geschäftsvorfällen. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

- Vertrieb von Fondsanteilen in Luxemburg und im Ausland.

Die Gesellschaft kann eine oder mehrere der vorgenannten Aufgaben zum Zwecke einer effizienteren Geschäftsführung an Dritte übertragen, die diese Aufgaben für sie wahrnehmen.

Die Gesellschaft kann ergänzend auch ihr eigenes Vermögen verwalten, sie kann ihre Tätigkeiten im In- und Ausland ausüben, Zweigniederlassungen errichten und alle sonstigen Geschäfte betreiben, die für die Erreichung ihres Zweckes förderlich sind und im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen bleiben, insbesondere derjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und von Kapitel 13 des Gesetzes von 2002, bleiben, unter Ausschluss von Dienstleistungen nach Artikel 77 (3) des Gesetzes von 2002, beziehungsweise ab dem 1. Juli 2011 nach Artikel 101 (3) des Gesetzes von 2010.“

6. Änderung von Artikel 9 der Satzung.

7. Streichung von Artikel 11 der Satzung sowie Neunummerierung aller folgenden Artikel.

8. Änderung von Artikel 17 der Satzung.

9. Änderung von Rechtschreibfehlern in den Artikeln 7, 9, 13 und 16 der Satzung.

10. Diverses.

II. Gemäß Artikel 67-1 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften ist die Hauptversammlung nur dann beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte des Grundkapitals vertreten ist. Ferner sind nach dieser Vorschrift Beschlüsse mit einer Mehrheit von mindestens zwei Drittel der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre zu fassen.

III. Die persönlich anwesenden Aktionäre oder deren bevollmächtigte Vertreter sowie die jeweilige Anzahl der Aktien gehen aus der Anwesenheitsliste hervor, welche von den anwesenden Aktionären oder deren bevollmächtigten Vertretern und dem amtierenden Notar unterzeichnet wurde. Diese Anwesenheitsliste sowie die von den bevollmächtigten Vertretern und dem amtierenden Notar „ne varietur“ gezeichneten Vollmachten bleiben vorliegender Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen registriert zu werden.

IV. Aus der Anwesenheitsliste und dem Auszug aus dem Aktionärsregister geht hervor, dass von den 1.000 Aktien, die das gesamte Kapital der Gesellschaft repräsentieren, alle Aktien in dieser Hauptversammlung anwesend oder rechtsgültig vertreten sind.

V. Da das gesamte Grundkapital auf dieser Hauptversammlung anwesend oder vertreten ist und da alle anwesenden und vertretenen Aktionäre erklären, dass sie vor dieser Versammlung ordnungsgemäß Kenntnis von der Tagesordnung genommen haben, waren keine Einberufungsschreiben erforderlich.

Nach Beratung fasst die Hauptversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Hauptversammlung erkennt den Verwaltungsratsbericht an, welcher den wirtschaftlichen und rechtlichen Hintergrund für die geplante Verschmelzung erläutert, und insbesondere das Umtauschverhältnis hinsichtlich der Aktien der aufgenommenen Gesellschaft bestimmt und die diesbezügliche Bewertungsmethode darlegt.

Zweiter Beschluss

Die Hauptversammlung stimmt der Verschmelzung wie in dem Verschmelzungsplan vom 12. April 2011 erläutert und den kraft Gesetzes eintretenden Rechtsfolgen, wie in Artikel 274 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften festgelegt, zu. Der Verschmelzungsplan wurde veröffentlicht im Mémorial Recueil des Sociétés et Associations Nummer 791 vom 22. April 2011.

Dritter Beschluss

Auf die Hinzuziehung eines Wirtschaftsprüfers wird gemäß Artikel 266 (5) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften verzichtet.

Vierter Beschluss

Die Firma der Gesellschaft wird in SWISSCANTO ASSET MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A. geändert und somit wird Artikel 1. der Satzung geändert.

Fünfter Beschluss

Der Gesellschaftszweck und somit Artikel 3. der Satzung, wird geändert und lautet nunmehr wie folgt:

„Zweck der Gesellschaft ist die kollektive Portfolioverwaltung eines oder mehrerer Luxemburger und/oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren, welche der Richtlinie 85/611/EWG beziehungsweise der Richtlinie 2009/65/EG in ihrer jeweils geltenden Fassung unterliegen („OGAWs“) und anderer Luxemburger oder ausländischer Organismen für gemeinsame Anlagen, die nicht unter vorgenannte Richtlinien fallen, einschließlich spezialisierter Investmentfonds gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds („OGAs“) (gemeinsam die „Fonds“), und im Einklang mit den Bestimmungen des Kapitels 13 des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen, in seiner jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz von 2002“), beziehungsweise den ab dem 1. Juli 2011 gültigen Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das „Gesetz von 2010“).

Die Tätigkeit der kollektiven Portfolioverwaltung beinhaltet nachfolgende Funktionen:

- Anlageverwaltung: In diesem Zusammenhang kann die Gesellschaft im Namen und für Rechnung der Fonds (i) anlageberatend tätig sein und Anlageentscheidungen treffen, (ii) Verträge abschließen, (iii) jede Art von übertragbaren Wertpapieren und/oder anderen zulässigen Vermögenswerten kaufen, verkaufen, tauschen und übertragen, (iv) sämtliche Stimmrechte betreffend Wertpapieren, die von den Fonds gehalten werden, ausüben. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

- Administrative Tätigkeiten: Diese Funktion beinhaltet sämtliche in Anhang II des Gesetzes von 2002 (beziehungsweise im Anhang II des Gesetzes von 2010) unter dem Stichwort „Verwaltung“ genannten Aufgaben, insbesondere (i) die Bewertung des Portfolios der Fonds und die Preisfestsetzung von Fondsanteilen, (ii) die Ausgabe und Rücknahme von Fondsanteilen, (iii) die Führung des Anteilsregisters, sowie (iv) die Aufzeichnung von Geschäftsvorfällen. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

- Vertrieb von Fondsanteilen in Luxemburg und im Ausland.

Die Gesellschaft kann eine oder mehrere der vorgenannten Aufgaben zum Zwecke einer effizienteren Geschäftsführung an Dritte übertragen, die diese Aufgaben für sie wahrnehmen.

Die Gesellschaft kann ergänzend auch ihr eigenes Vermögen verwalten, sie kann ihre Tätigkeiten im In- und Ausland ausüben, Zweigniederlassungen errichten und alle sonstigen Geschäfte betreiben, die für die Erreichung ihres Zweckes förderlich sind und im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen bleiben, insbesondere derjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und von Kapitel 13 des Gesetzes von 2002, bleiben, unter Ausschluss von Dienstleistungen nach Artikel 77 (3) des Gesetzes von 2002, beziehungsweise ab dem 1. Juli 2011 nach Artikel 101 (3) des Gesetzes von 2010.“

Sechster Beschluss

Art. 9. wird im ersten Absatz wie folgt ergänzt (Unterstreichung) und ein Schreibfehler wird ausgebessert (Streichung):

„Die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft und die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft können Verwaltern, Direktoren, Geschäftsführern und anderen Angestellten, ob Gesellschaftern oder nicht, übertragen werden;“

Siebter Beschluss

Art. 11. wird ersatzlos gestrichen und die folgenden Artikel werden neu nummeriert.

Achter Beschluss

In Artikel 17 wird folgender Satz gestrichen: „Die erste Hauptversammlung der Gesellschaft fand im Jahre 2007 statt.“

Neunter Beschluss

Ferner werden folgende formale Änderungen vorgenommen:

In Artikel 7 wird ein Schreibfehler korrigiert, es heißt nun „Verwaltungsratsmitglieder“ anstatt „Verwaltungsratmitglieder“.

Im zweiten Absatz des Artikels 9 wird ein Schreibfehler ausgebessert (Unterstreichung): „Ferner kann der Verwaltungsrat einzelne Aufgaben“

In Artikel 13 wird das Wort „Tagesgelder“ in „Taggelder“ berichtigt.

In Artikel 16 wird das Wort „insbesondere“ durch „insbesondere“ ersetzt.

Bescheinigung über die vollständige Durchführung der Verschmelzung wie in Artikel 271 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften festgelegt

Der Notar bestätigt hiermit die Existenz und Gültigkeit des Verschmelzungsplanes und aller damit in Zusammenhang stehenden Handlungen, Dokumenten und Formalitäten, welche die Gesellschaft aufgrund der Verschmelzung vorlegen oder durchführen muss.

Auf Basis der oben genannten Kontrolle hinsichtlich aller Handlungen und Dokumente, wird der Notar die vorliegende beglaubigte Urkunde hinterlegen und veröffentlichen.

In Übereinstimmung mit Artikel 272 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften soll die Verschmelzung zwischen der aufgenommenen Gesellschaft und der Gesellschaft mit der Beschlussfassung der Aktionäre vom heutigen Tag an wirksam werden; gegenüber Dritten soll die Verschmelzung erst wirken, nachdem die Protokolle der außerordentlichen Hauptversammlung der verschmelzenden Gesellschaften, welche die Zustimmung zu der Verschmelzung zum Inhalt haben, in dem Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial C“) veröffentlicht wurden.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Gebühren und Auslagen in Bezug auf die Satzungsänderung sollen von der Gesellschaft getragen werden und werden auf EUR 5.700,-geschätzt.

Der Notar, der die deutsche Sprache versteht und spricht, versichert hiermit, dass das vorliegende Dokument in deutscher Sprache verfasst wurde.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Verwaltungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. JUNGSMANN, F. BRÜLIN, E. HARTMANN und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 mai 2011 Relation: LAC/2011/24357. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG – Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 27. Mai 2011.

*

Référence de publication: 2011074262/171.

(110082734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

Aboukir Maritime S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 82.126.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 21 juin 2011 à 13:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2010.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011075955/1267/15.

NBK Holding (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 12.093.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held at the address of the registered office, on *June 24, 2011* at 10.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2010.
3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
4. Elections.
5. Miscellaneous.

The board of directors.

Référence de publication: 2011075214/534/17.

JRS Luxembourg UCITS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 161.257.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-seventh day of May.

Before us, Me Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

JRS Asset Management S.A., having its registered office at 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg under number B 153.367, represented by Ms Katharina Kahstein, private employee, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 17 May 2011.

The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

This appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a société anonyme which it intends to incorporate in Luxembourg:

Articles of Incorporation

Art. 1. There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" under the name of "JRS Luxembourg UCITS" (the "Company").

Art. 2. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 3. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the law of 20 December 2002 regarding collective investment undertakings, as amended, (the "Law") (as from 1 July 2011, the reference to the "Law" shall be deemed to be a reference to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as may be amended from time to time).

The Company qualifies as an undertaking for collective investment in transferable securities (UCITS).

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. Wholly-owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board"). If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may transfer the registered office of the Company to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with

the communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 23 hereof.

The capital subscribed must reach the equivalent of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) within a period of six (6) months following the authorisation of the Company.

The minimum capital of the Company shall be the minimum prescribed by Luxembourg law.

The Board is authorised without limitation to issue fully paid shares at any time in accordance with Article 24 herein at the net asset value (the "Net Asset Value") or at the respective Net Asset Values per share determined in accordance with Article 23 herein without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued. The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for any such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

These shares may, as the Board shall determine, be of different classes corresponding to segregated compartments in accordance with the provisions of the Law and the proceeds of the issue of each class of shares shall be invested pursuant to Article 3 herein in securities or other assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of securities or other assets, or with such other specific features as the Board shall from time to time determine in respect of each class of shares.

Within each such class of shares (having a specific investment policy), further sub-classes having specific sale, redemption or distribution charges and specific income distribution policies or any other features may be created as the Board may from time to time determine and as disclosed in the offering documents. For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to "class of shares" shall also mean a reference to "sub-class of shares" unless the context otherwise requires.

The different classes of shares may be denominated in different currencies to be determined by the Board provided that for the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class shall, if not denominated in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the classes. The Company shall prepare consolidated accounts in EUR.

A general meeting of holders of shares of a class, deciding without quorum and with a simple majority of the votes cast, may reduce the capital of the Company by cancellation of the shares of that class and refund to the holders of shares of that class the full Net Asset Value of the shares of the class as at the date of distribution.

The general meeting of holders of shares of a class or several classes may also decide to allocate the assets of any such class or classes of shares to those of another existing class of shares and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders or the allocation, if so resolved, of rights to fractional entitlements pursuant to Article 6 herein). Such a class meeting may also resolve to contribute the assets and liabilities attributable to the class or classes to another Luxembourg undertaking for collective investment registered under Part I of the Law (or another undertaking for collective investment as described below and within the limits described below), against issue of shares of any such other undertaking for collective investment to be distributed to the holders of shares of the class or classes concerned. Such a class meeting may also resolve to reorganise one class of shares by means of a division into two or more classes in the Company or in another Luxembourg undertaking for collective investment registered under Part I of the Law (or another undertaking for collective investment as described below and within the limits described below).

Any such decision will be published (or notified as the case may be) by the Company and the publication will contain information in relation to the new class or the relevant undertaking for collective investment.

Any such publication will be made in accordance with applicable laws and regulations. There shall be no quorum requirements for the class meeting deciding upon a consolidation (or reorganisation) of several classes of shares within the Company and any resolution on this subject may be taken by simple majority. Resolutions to be passed by any such class meeting with respect to a contribution (or reorganisation) of the assets and of the liabilities attributable to any class or classes to another Luxembourg undertaking for collective investment registered under Part I of the Law shall not be subject to any quorum requirements and any resolution on this subject may be taken by simple majority. An amalgamation (or reorganisation) of a class of shares of the Company with a class of another undertaking for collective investment offering equivalent protection to that offered to the shareholders in the Company will not be subject to any quorum requirements and any resolution on this subject may be taken by simple majority subject to regulatory approval. An amalgamation (or reorganisation) of a class of the Company with another Luxembourg or foreign-based undertaking for collective investment not offering equivalent protection requires the unanimous consent of the holders of all shares of the class concerned then outstanding or alternatively any such contribution will only be binding on shareholders of the relevant class or classes having expressly agreed to the contribution, as far as any such operation is allowed by applicable laws and regulations and subject to regulatory approval.

The Board may, subject to regulatory approval, decide to proceed with the compulsory redemption of a class of shares, its liquidation, its reorganisation or its contribution into another class of shares of the Company, if the Net Asset Value of the shares of any such class falls below the amount of EUR 10 million or its equivalent in another currency, or any such other amount as may be determined by the Board from time to time to be the minimum level for assets of that class to be operated in an economically efficient manner and as disclosed in the offering documents of the Company, or if any economic or political situation were to constitute a compelling reason for any such redemption, or if required by the interests of the shareholders of the relevant class.

The decision of the compulsory redemption, liquidation or the contribution to another class of shares will be published (or notified as the case may be) by the Company in accordance with applicable laws and regulations. Unless the Board decides otherwise, in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares subject to the charges as provided for in the offering documents of the Company.

The Board may also, under the same circumstances as provided above and subject to regulatory approval, decide to:

- i) merge any class of shares with one or more other classes of shares;
- ii) merge any class of shares into another collective investment undertaking governed by Part I of the Law; and/or
- iii) merge any class of shares into another collective investment undertaking offering equivalent protection to that of an undertaking for collective investment subject to Part I of the Law. Any such decision will be published in the same manner as described above and the publication will contain information in relation to the other collective investment undertaking. In the case of contribution to another collective investment undertaking not offering equivalent protection to that of an undertaking for collective investment subject to Part I of the Law, the merger will be binding only on shareholders of the relevant class who will expressly agree to the merger.

As from 1 July 2011, the provisions set forth in the preceding paragraphs which are applicable to the mergers of classes of shares and, where appropriate, to the merger of the Company, shall no longer be applicable and the provisions on mergers of UCITS set forth in the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment and any implementing regulation shall apply. Thereupon, any merger of a class shall be decided by the Board unless the Board decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the class concerned. No quorum is required for this meeting and decisions are taken by the simple majority of the votes cast. In case of a merger of a class where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements for changing these Articles.

The Board may also, under the same circumstances as provided above and subject to regulatory approval, decide on the reorganisation of one class of shares, by means of a division into two or more classes in the Company. Any such decision will be published in the same manner as described above and the publication will contain information in relation to the two or more new classes.

The Board may decide to consolidate or split any sub-class of shares. The Board may also submit the question of the consolidation of a sub-class of shares to a meeting of holders of that sub-class of shares. That meeting will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast.

Any assets not distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of any class of shares will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of their beneficiaries.

Art. 6. The Board may decide to issue shares in registered or bearer form. In the case of bearer shares, the Company may consider the bearer, and in the case of registered shares, the Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders of the Company (the "Register of Shareholders"), as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall not deprive any person of any right which it might properly have to request a change in the registration of its shares. In respect of bearer shares only, certificates will be issued in such denominations as the Board shall decide. If a bearer shareholder requests the exchange of his certificates for certificates in other denominations or the conversion into registered shares, no cost will be charged to him. In the case of registered shares, a shareholder will receive confirmation of his shareholding. Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set out in Article 24 herein. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or confirmation of his shareholding, as may be applicable in the circumstances.

Payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, by bank transfer or by cheque mailed to their mandated addresses in the Register of Shareholders or to any such other address as given to the Board in writing and, in respect of bearer shares, in the manner determined by the Board from time to time in accordance with Luxembourg law or upon presentation of the relevant dividend coupons to the agent or agents appointed by the Company for that purpose.

A dividend declared on a share but not claimed within a period of five (5) years from the payment notice given in respect of that dividend, cannot thereafter be claimed by the holder of that share and shall be forfeited and reverted to the Company. No interest will be paid on dividends declared pending their collection.

All issued shares of the Company other than bearer shares shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated by the Company for that purpose, and any such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and class of shares held by him.

Transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant bearer share certificates. Transfer of registered shares shall be effected by inscription of the transfer to be made by the Company upon delivery of instruments of transfer satisfactory to the Company without payment of any fee and no fee shall be charged by the Company for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. That address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only. In the event that a shareholder does not provide an address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or any such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by that shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders free of charge and by means of a written notification to the Company at its registered office, or at any such other address as may be set by the Company from time to time.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, the fraction shall be entered into the Register of Shareholders, unless the shares are held through a clearing system allowing only entire shares to be handled. The holder of a share fraction shall not be entitled to vote in respect of that share fraction, but shall, to the extent that the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of any dividend or other distributions in respect of that share fraction. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

The Company will recognise only one (1) holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership of shares the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one (1) person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Art. 7. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, as the Company may determine. On the issue of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder any exceptional out of pocket expenses incurred in issuing a duplicate of or a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Art. 8. The Board shall have power to impose such restrictions (other than any restrictions on transfer of shares) as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by:

- (a) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority; or
- (b) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability to taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered.

More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body targeted above ("Restricted Persons"), (comprising, without limitation, any U.S. person, as defined hereafter).

For such purposes the Company may:

- a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such a registration would or might result in that share being directly or beneficially owned by a Restricted Person;
- b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of that shareholder's share rests or will rest in a Restricted Person who is precluded from holding shares in the Company; and
- c) where it appears to the Company that any Restricted Person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, compulsorily redeem from that shareholder all or part of shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of any such share is payable. Any such notice may be served upon that shareholder by posting the same in a prepaid

registered envelope addressed to the shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, the shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

(2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called "the redemption price") shall be an amount equal to the per redemption price, as determined in accordance with Article 21 hereof;

(3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant class of shares and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to that person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of the price as aforesaid no person interested in the shares specified in the redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from any such bank as aforesaid;

(4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in any such case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act. The Board shall define the word "U.S. person" on the basis of these provisions and publicise this definition in the offering documents of the Company.

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

In addition to the foregoing, the Board may restrict the issue and transfer of shares of a class to institutional investors within the meaning of the Law ("Institutional Investor(s)"), as may be amended from time to time. The Board may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for shares of a class reserved for Institutional Investors until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Institutional Investor. If it appears at any time that a holder of shares of a class reserved to Institutional Investors is not an Institutional Investor, the Board will convert the relevant shares into shares of a class which is not restricted to Institutional Investors (provided that such a class exists with similar characteristics) and which is essentially identical to the restricted class in terms of its investment object (but, for the avoidance of doubt, not necessarily in terms of the fees and expenses payable by such class), unless such a holding is the result of an error of the Company or its agents, or the Board will compulsorily redeem the relevant shares in accordance with the provisions set out in this Article. The Board will refuse to give effect to any transfer of shares and consequently refuse any transfer of shares to be entered into the Register of Shareholders in circumstances where such a transfer would result in a situation where shares of a class restricted to Institutional Investors would, upon that transfer, be held by a person not qualifying as an Institutional Investor.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Institutional Investor, and who holds shares in a class restricted to Institutional Investors, shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders of the relevant class and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding, in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Institutional Investor or had failed to notify the Company of its loss of that status.

Art. 9. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at any other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Friday of the month of April in each year at 2 p.m. (Luxembourg time) and for the first time in 2012. If this day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

If permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at a date, time or place other than those set forth in the preceding paragraph, that date, time or place to be decided by the Board.

Other general meetings of shareholders or class meetings may be held at any such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. Class meetings may be held to decide on any matters which relate exclusively to such class. Two or several classes may be treated as one single class if such classes are affected in the same way by the proposals requiring the approval of shareholders of the relevant classes.

Art. 11. The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever class and regardless of the Net Asset Value per share within the class, is entitled to one (1) vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by telefax message or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Any such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting with the same agenda.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders or at a class meeting duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. A shareholder who is a corporation may execute a proxy under the hand of a duly authorised officer.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 12. Shareholders will meet upon call by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent, in accordance with the applicable laws and regulations, to the shareholder's address in the Register of Shareholders.

If and to the extent required by Luxembourg law, the notice shall, in addition, be published in the *Mémorial C*, *Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the Board may decide.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority at this general meeting will be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"). The right of a shareholder to attend at a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attaching to his/its/her shares shall be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 13. The Company shall be managed by a board composed of not less than three (3) members. Members of the Board need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be elected by the shareholders at their general meetings for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such a vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 14. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It shall also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board of Directors may establish from time to time internal rules, as deemed appropriate. The Board shall meet upon call by any two (2) Directors, at the place indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by the majority of the votes cast, or of the Directors present at any such meeting, respectively.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for that meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set out in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telefax message or any other electronic means capable of evidencing the waiver of each Director. A separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing another Director as his proxy in writing or by telefax message or any electronic means capable of evidencing such appointment. One Director may represent one or more Directors. Any Director may also participate at any meeting of the Board by videoconference or any other means of telecommunication permitting the identification of such Director and a meeting of the Board may also be held by way of conference call or similar means of communication. Such means of communication must allow the Director(s) to participate effectively at the meeting of the Board. The proceedings of the meeting must be retransmitted continuously. Any such meeting held at a distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. Directors may also cast their vote in writing or by telefax.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented by another Director as proxy at a meeting of the Board. For the calculation of quorum and majority, the Directors participating at the Board by video conference or by telecommunication means permitting their identification are deemed to be present. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at the meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote in any circumstances.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a written consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the Directors and circulated in original form or by telefax message or other electronic means. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

The Board may, from time to time, appoint the officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operations and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of any such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are Directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are Directors of the Company.

Art. 15. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of any minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by any two (2) Directors.

Art. 16. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company, in accordance with Part I of the Law including, without limitation, restrictions in respect of:

- a) the borrowings of the Company and the pledging of its assets;
- b) the maximum percentage of its assets which it may invest in any form or class of security and the maximum percentage of any form or class of security which it may acquire.

The Board may decide that investments of the Company be made:

(i) in transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market as defined by the Law;

(ii) in transferable securities and money market instruments dealt in on another market in any Member State of the European Union, which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public;

(iii) in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Oceania, the American continents and Africa, or dealt in on another regulated market of countries referred to under this item (iii), provided that any such market operates regularly, is regulated and is recognised and open to the public;

(iv) in recently issued transferable securities and money market instruments provided the terms of the issue provide that application be made for admission to official listing in any of the stock exchanges or other regulated markets referred to above and provided that any such listing is secured within one (1) year of the issue; and

(v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the restrictions as shall be set out by the Board in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the offering documents of the Company.

The Board may decide to invest, under the principle of spreading of risks, up to one hundred per cent (100%) of the net assets of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any Member State of the European Union, its local authorities, a non-Member State of the European Union, as acceptable by the supervisory authority and disclosed in the offering documents of the Company (such as but not limited to OECD member states, Brazil and Singapore) or public international bodies of which one or more of such Member States are members, provided that in the case where the Company decides to make use of this provision it must hold securities from at least six (6) different issues and securities from any one issue may not account for more than thirty per cent (30%) of the Company's total net assets.

The Company will not invest more than ten per cent (10%) of the net assets of any of its classes of shares in units or shares of undertakings for collective investment as defined in the Law, as may be amended from time to time, unless the Company's offering documents foresee a derogation thereto.

The Board may decide that investments of the Company be made in financial derivative instruments, including equivalent cash settled instruments, dealt in on a regulated market as referred to in the Law and/or financial derivative instruments dealt over-the-counter provided that, among other considerations, the underlying consists of instruments covered by Article 41 (1) of the Law, as may be amended from time to time, financial indices, interest rates, foreign exchange rates or currencies, in which the Company may invest according to its investment objectives as disclosed in the offering documents of the Company.

The Board may decide that investments of the Company be made so as to replicate stock indices and/or debt securities indices to the extent permitted by the Law provided that the relevant index is recognised as having a sufficiently diversified composition, is an adequate benchmark and is published in an appropriate manner.

The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more classes of shares on a pooled basis, as described in Article 25 herein, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

In order to reduce the operational and administrative charges of the Company while permitting a larger diversification of the investments, the Board may resolve that all or part of the assets of the Company shall be comanaged with the assets of other Luxembourg collective investment undertakings.

Investments of the Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries. When investments of the Company are made in the capital of subsidiary companies which, exclusively on its behalf carry on only the business of management, advice or marketing in the country where the subsidiary is located, with regard to the redemption of units at the request of shareholders, paragraphs (1) and (2) of Article 48 of the Law, as may be amended from time to time, do not apply. Any reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

As from 1 July 2011 and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the Board may, at any time it deems appropriate and to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the offering documents of the Company, (i) create any class qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing class into a feeder UCITS class or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS class(es).

Any class may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the offering documents of the Company, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more classes of the Company. In such case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the class concerned. In addition and for as long as these shares are held by a class, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law.

Art. 17. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company has a material interest in, or is a director, associate, officer or employee of any such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of his connection and/or relationship with that other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to any such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have a conflicting interest in any transaction of the Company, that Director or officer shall make known to the Board his conflicting interest and shall not consider or vote on any such transaction, and any such transaction, and that Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.

Art. 18. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Any such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which such Director or officer of the Company may be entitled.

Art. 19. The Company will be bound by the joint signature of any two (2) Directors or by the joint or single signature (s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the Board.

Art. 20. The Company shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" who shall carry out the duties prescribed by the Law, as may be amended from time to time. The auditor shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

The auditors in office may be removed by the shareholders on serious grounds.

Art. 21. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set out by applicable law.

Any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company.

Any redemption request must be filed by the shareholder in irrevocable written form (or a request evidenced by any other electronic means deemed acceptable by the Company), subject to the conditions set out in the offering documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment (if nominative shares) and unmatured dividend coupons attached (if bearer shares). In the case of bearer shares, shareholders should at the time of making the redemption or conversion request arrange for delivery of the relevant share certificate(s) to the agent of the Company appointed for that purpose together with the relevant coupon.

The redemption price shall normally be paid not later than ten (10) bank business days after receipt of correct renunciation documentation as requested by the Company and shall be equal to the Net Asset Value for the relevant class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 23 herein less a redemption charge, if any, as the offering documents may provide, any such price being rounded as resolved from time to time by the Board. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the offering documents.

In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the offering documents of the Company. Any such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board and disclosed in the offering documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet redemption and conversion requests.

If the requests for redemption and/or conversion received for any class of shares for any specific Valuation Day (as defined below) exceed a certain amount or percentage of the Net Asset Value of that class, the amount and percentage being fixed by the Board from time to time and disclosed in the offering documents, the Board may defer the excess redemption and/or conversion requests to be dealt with to a subsequent Valuation Day in accordance with the terms of the offering documents.

The Board may extend the period for payment of redemption proceeds in exceptional circumstances to such period, as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company shall be invested. Payment of the redemption proceeds will be effected in the reference currency of the relevant class of shares or in such other freely convertible currency as disclosed in the offering documents.

The Board may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific class or classes of shares of the Company. The specific period for payment of the redemption proceeds of any class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the offering documents relating to the sale of such shares.

The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

With the consent of the shareholder(s) concerned, the Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the offering documents.

If required by Luxembourg law or regulation, any such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report, if required, will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report (if any), will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interests of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 22 herein. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day after the end of the suspension.

Any shareholder may request conversion of all or part of his shares of one class into shares of another class at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant class, provided that the Board may impose such restrictions between classes of shares as disclosed in the offering documents as to, among other considerations, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the offering documents.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by the shareholder.

If a redemption or conversion or sale of shares were to reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then that shareholder shall be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of that class.

Notwithstanding the foregoing, if in exceptional circumstances the liquidity of the Company is not sufficient to enable payment of redemption proceeds or conversions to be made within a ten (10) bank business day period, the payment (without interest), or conversion, will be made as soon as reasonably practicable thereafter.

The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any shareholding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and published in the offering documents of the Company.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 22. The Net Asset Value, the subscription price and redemption price of each class of shares in the Company shall be determined as to the shares of each class of shares by the Company from time to time generally at least twice monthly and subject to regulatory approval, at least once a month, as the Board may decide from time to time and as disclosed in the offering documents of the Company (every such day or time determination thereof being referred to herein as a "Valuation Day").

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value, the subscription price and redemption price of shares of any particular class and/or the issue and/or redemption of the shares in any such class from its shareholder and/or conversion from and to shares of any such class:

(a) during any period when any of the principal stock exchanges or any other Regulated Market on which any substantial portion of the Company's investments of the relevant class for the time being are quoted, is closed or during which dealings are restricted or suspended;

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposal or valuation of investments of the relevant class by the Company is impracticable;

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Company's investments or the current prices or values on any market or stock exchange;

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of such shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of such shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange;

(e) if the Company or a class of shares is being merged or wound up on or following the date on which notice is given to merge or wind up the Company or a class of shares is given;

(f) if the Board has determined that there has been a material change in the valuations of a substantial proportion of the investments of the Company attributable to a particular class of shares in the preparation or use of a valuation or the carrying out of a later or subsequent valuation; and/or

(g) during any other circumstance or circumstances where a failure to do so might result in the Company or its shareholders incurring any liability to taxation or suffering other pecuniary disadvantages or any other detriment which the Company or its shareholders might so otherwise have suffered.

Any such suspension shall be promptly notified to shareholders requesting redemption or conversion of their shares by the Company at the time of the filing of the written request (or a request evidenced by any other electronic means deemed acceptable by the Company) for such redemption or conversion as specified in Article 21 herein as well as to investors subscribing for shares. The Company may decide to publish any such suspension at its sole discretion.

Any suspension as to any class of shares will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, subscription price or redemption price, the issue, redemption and conversion of the shares of any other class.

Art. 23. The Net Asset Value of shares of each class of shares in the Company shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each class of shares, being the value of the assets of the Company corresponding to that class less the liabilities attributable to that class, by the number of shares of the relevant class outstanding.

The subscription and redemption price of a share of each class shall be expressed in the reference currency of the relevant class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day as the Net Asset Value per share of that class calculated in respect of that Valuation Day adjusted by a sales commission, and/or redemption charge, if any, fixed by the Board in accordance with all applicable law and regulations. The Board may also apply a dilution adjustment as disclosed in the offering documents of the Company. The subscription and redemption price shall be rounded upwards and downwards respectively to the number of decimals as shall be determined from time to time by the Board.

If an equalisation account is being operated an equalisation amount is payable.

The valuation of the Net Asset Value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

A. The assets of the Company shall be deemed to include:

- (a) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (b) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not collected);
- (c) all securities, shares, bonds, debentures, options or subscription rights and other derivative instruments, warrants, units or shares of undertakings for collective investments and other investments and securities belonging to the Company;
- (d) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company (the Company may however adjust the valuation to fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);
- (e) all accrued interest on any securities held by the Company except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;
- (f) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off, provided that such preliminary expenses may be written off directly from the capital of the Company; and
- (g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

- (1) The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making any such discount as the Company may consider appropriate in that case to reflect the true value thereof.
- (2) The value of such securities, financial derivative instruments and assets will be determined on the basis of the last available price at the closing of the relevant stock exchange or any other Regulated Market as aforesaid on which these securities or assets are traded or admitted for trading. Where such securities or other assets are quoted or dealt in on one or more than one stock exchange or any other Regulated Market, the Board shall make regulations for the order of priority in which such stock exchanges or other Regulated Markets shall be used for the provisions of prices of securities or assets.
- (3) If a security is not traded or admitted on any official stock exchange or any Regulated Market, or in the case of securities so traded or admitted where the last available price of which does not reflect their true value, the Board shall proceed on the basis of their expected sales price, which shall be valued with prudence and in good faith.
- (4) The financial derivative instruments which are not listed on any official stock exchange or traded on any other organised market will be valued in accordance with market practice as may be further disclosed in the offering documents of the Company.
- (5) Units or shares in undertakings for collective investment shall be valued on the basis of their last available net asset value as reported by such undertakings.
- (6) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis. All other assets, where practice allows, may be valued in the same manner.
- (7) If any of the aforesaid valuation principles do not reflect the valuation method commonly used in specific markets or if any such valuation principles do not seem accurate for the purpose of determining the value of the Company's assets, the Board may fix different valuation principles in good faith and in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

(8) Any assets or liabilities in currencies other than the base currency of the respective classes of shares of the Company will be converted using the relevant spot rate quoted by a bank or other recognised financial institution.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- (a) all borrowings, bills and other amounts due;
- (b) all administrative and other operative expenses due or accrued including all fees payable to the investment manager, the custodian and any other representatives and agents of the Company;
- (c) all known liabilities due or not yet due, including the amount of dividends declared but unpaid;
- (d) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of valuation and other provisions or reserves authorised and approved by the Board covering among others liquidation expenses; and
- (e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares in the Company.

In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its investment advisers or investment managers, director's fees and reasonable out-of-pocket expenses, accountants, custodian, domiciliary, registrar and transfer agents, any paying agent and permanent representatives in places of registration, and/or any other agent employed by the Company, fees related to listing the shares of the Company on any stock exchange, fees related to the shares of the Company being quoted on another regulated market, fees for legal and auditing services, promotional, printing, reporting and publishing expenses,

including the cost of advertising or preparing and printing of prospectuses or any other offering documents of the Company, explanatory memoranda or registration statements, taxes or governmental charges, and all other operational expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex.

For the purposes of the valuation of its liabilities, the Board may duly take into account all administrative and other expenses of a regular or periodic character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of any such period.

In circumstances where the interests of the Company or its shareholders so justify (for instance avoidance of market timing practices), the Board may take any appropriate measures, such as applying a fair value pricing to adjust the value of the Company's assets, as further described in the offering documents of the Company.

C. There shall be established one (1) pool of assets for each class of shares of the Company in the following manner:

a) the proceeds from the issue of each class shall be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that class of shares, and the assets, and liabilities and income and expenditure attributable thereto shall be applied to that pool subject to the provisions of this Article;

b) where any asset is derived from another asset, that derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same pool of assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant pool;

c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any actions taken in connection with an asset of a particular pool, such liability shall be allocated to the relevant pool; and

d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, that asset or liability shall be allocated pro rata to all the pools on the basis of the Net Asset Value of the total number of shares of each pool outstanding provided that any amounts which are not material may be equally divided between all pools.

The Board may allocate material expenses, after consultation with the auditors of the Company, in a way considered to be fair and reasonable having regard to all relevant circumstances.

Upon the record date for the determination of the person entitled to any dividend declared on any class of shares, the Net Asset Value of such class of shares shall be reduced or increased by the amount of such dividends depending on the distribution policy of the relevant class.

If two or more sub-classes have been created within the same class of shares, as more fully described in Article 5 herein, the allocation rules set out above shall apply, *mutatis mutandis*, to those sub-classes.

D. Each pool of assets and liabilities shall consist of a portfolio of transferable securities and other assets in which the Company is authorised to invest, and the entitlement of each class of shares within the same pool will change in accordance with the rules set out below.

In addition there may be held within each pool on behalf of one specific or several specific classes of shares, assets which are class-specific and kept separate from the portfolio which is common to all classes related to such a pool and specific liabilities may be assumed on behalf of any such class or classes.

The proportion of the portfolio which shall be common to each of the classes related to a same pool and which shall be attributable to each class of shares shall be determined by taking into account issues, redemptions, distributions, as well as payments of class specific expenses or contributions of income or realisation proceeds derived from class-specific assets, whereby the valuation rules set out below shall be applied *mutatis mutandis*.

The percentage of the Net Asset Value of the common portfolio of any such pool to be allocated to each class of shares shall be determined as follows:

(1) initially the percentage of the net assets of the common portfolio to be allocated to each class shall be in proportion to the respective number of the shares of each class at the time of the first issuance of shares of a new class;

(2) the issue price received upon the issue of shares of a specific class shall be allocated to the common portfolio and result in an increase of the proportion of the common portfolio attributable to the relevant class;

(3) if in respect of one class the Company acquires specific assets or pays specific expenses (including any portion of expenses in excess of those payable by other share classes) or makes specific distributions or pays the redemption price in respect of shares of a specific class, the proportion of the common portfolio attributable to that class shall be reduced by the acquisition cost of the class-specific assets, the specific expenses paid on behalf of the class, the distributions made on the shares of such class or the redemption price paid upon redemption of shares of the class;

(4) the value of class-specific assets and the amount of class-specific liabilities are attributed only to the share class to which such assets or liabilities relate and this shall increase or decrease the Net Asset Value per share of that specific share class.

E. For the purpose of determination of the Net Asset Value per share, the Net Asset Value attributable to each class of shares shall be divided by the number of shares of the relevant class issued and outstanding on the relevant Valuation Day. The Net Asset Value may be adjusted as the Board or its delegate may deem appropriate to reflect, among other considerations, any dealing charges including any dealing spreads, fiscal charges and potential market impact resulting from shareholders' transactions.

F. For the purpose of valuation under this Article:

(a) shares of the Company to be redeemed under Article 21 herein shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which any such valuation is made, and from that time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) shares of the Company in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Day on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company;

(c) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant class of shares; and

(d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for the Company on that Valuation Day as far as is practicable.

Art. 24. Whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the subscription price as hereinabove defined for the relevant class of shares. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board which shall not exceed ten (10) bank business days after the date on which the applicable subscription price was determined.

In addition, a dilution levy may be imposed on deals as specified in the offering documents of the Company. Any such dilution levy should not exceed a certain percentage of the Net Asset Value determined from time to time by the Board and disclosed in the offering documents of the Company. This dilution levy will be calculated taking into account the estimated costs, expenses and potential impact on security prices that may be incurred to meet purchase requests.

The subscription price (not including the sales commission, if any) may, upon approval of the Board and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the auditor of the Company confirming the value of any assets contributed in kind (if required), be paid by contributing to the Company securities acceptable to the Board consistent with the investment policy and investment restrictions of the Company.

Art. 25.

1. The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for one or more classes of shares (hereafter referred to as "Participating Funds") on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so. Any such enlarged asset pool ("Enlarged Asset Pool") shall first be formed by transferring to it cash or (subject to the limitations mentioned below) other assets from each of the Participating Funds. Thereafter the Board may from time to time make further transfers to the Enlarged Asset Pool. The Board may also transfer assets from the Enlarged Asset Pool to a Participating Fund, up to the amount of the participation of the Participating Fund concerned. Assets other than cash may be allocated to an Enlarged Asset Pool only where they are appropriate to the investment sector of the Enlarged Asset Pool concerned.

2. A Participating Fund's participation in an Enlarged Asset Pool shall be measured by reference to notional units ("units") of equal value in the Enlarged Asset Pool. On the formation of an Enlarged Asset Pool the Board shall at its discretion determine the initial value of a unit which shall be expressed in any such currency as the Board considers appropriate, and shall allocate to each Participating Fund units having an aggregate value equal to the amount of cash (or to the value of other assets) contributed. Fractions of units, calculated as further disclosed in the offering documents of the Company, may be allocated as required. Thereafter the value of a unit shall be determined by dividing the net asset value of the Enlarged Asset Pool (calculated as provided below) by the number of units subsisting.

3. When additional cash or assets are contributed to or withdrawn from an Enlarged Asset Pool, the allocation of units of the Participating Fund concerned will be increased or reduced (as the case may be) by a number of units determined by dividing the amount of cash or value of assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash it may be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Board considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred in investing the cash concerned. In the case of a cash withdrawal a corresponding addition may be made to reflect costs which may be incurred in realising securities or other assets of the Enlarged Asset Pool.

4. The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of an Enlarged Asset Pool at any time and the net asset value of the Enlarged Asset Pool shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article 23 herein, provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of any such contribution or withdrawal.

5. Dividends, interests and other distributions of an income nature received in respect of the assets in an Enlarged Asset Pool will be immediately credited to the Participating Funds, in proportion to their respective entitlements to the assets in the Enlarged Asset Pool at the time of receipt.

Art. 26. The accounting year of the Company shall begin on 1 January of each year and terminate on 31 December of the same year, with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of incorporation and which shall terminate on 31 December 2011. The accounts of the Company shall be expressed in EUR or such other currency

or currencies, as the Board may determine pursuant to the decision of the general meeting of shareholders. Where there shall be different classes as provided for in Article 5 herein, and if the accounts within such classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into EUR and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company.

Art. 27. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board in respect of each class of shares, determine how the annual net investment income shall be disposed of.

The net assets of the Company may be distributed subject to the minimum capital of the Company as defined under Article 5 herein being maintained.

Distributions shall be made irrespective of any realised or unrealised capital gains or losses. In addition, dividends may include realised and unrealised capital gains after deduction of realised and unrealised capital losses.

Dividends may further, if so resolved by the Board in respect of any class of shares, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such class and which, in any such event, will, in respect of that class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Any resolution of a general meeting of shareholders deciding on dividends to be distributed to the shares of any class shall, in addition, be subject to a prior vote, at the majority set out above, of the shareholders of any such class.

Interim dividends may at any time be paid on the shares of any class upon decision of the Board.

The dividends declared may be paid in the reference currency of the relevant class of shares or in any such other currency as selected by the Board and may be paid at any such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

The Board may, as regards registered shares, decide that dividends be automatically reinvested for any class of shares unless a shareholder entitled to receive cash distribution elects to receive payment of dividends. However, no dividends will be distributed if their amount is below an amount to be decided by the Board from time to time and published in the offering documents of the Company, and any such amount will automatically be reinvested.

Art. 28. The Company shall appoint a custodian which shall be responsible for the safekeeping of the assets of the Company, and which shall hold the same itself or through its agents. The appointment of the custodian shall be on terms that:

(a) the custodian shall not terminate its appointment except upon the appointment by the Board of a new custodian; and

(b) the Company shall not terminate the appointment of the custodian except upon the appointment of a new custodian by the Company or if the custodian goes into liquidation, becomes insolvent or has a receiver of any of its assets appointed or if the Company is of the opinion that there is a risk of loss or misappropriation of any of the assets of the Company if the appointment of the custodian is not terminated.

Art. 29. In the event of dissolution of the Company liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders resolving to dissolve the Company and which shall determine their powers and their compensation. The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares to each class in proportion of their holding of shares in any such class.

Art. 30. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg. Any amendment affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis those of any other class shall be subject, further, to a vote in accordance to the said quorum and majority requirements, in respect of each such relevant class.

Art. 31. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law, as may be amended from time to time.

Subscription and Payment

These Articles having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price per share
JRS Asset Management S.A.	310	EUR 100.-
Total	310	EUR 31,000.-

All these shares have been entirely paid up of by payments in cash, so that the sum of THIRTY-ONE THOUSAND EURO (EUR 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the corporation, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the appearing party as a result of its formation are estimated at approximately EUR 2.500.

Extraordinary General Meeting

The single shareholder, representing the entire subscribed capital, has taken the following resolutions.

First resolution

The following persons are appointed as Directors of the Company for a period ending with the next annual general meeting:

- 1) Peter Engelberg, Director, JRS Asset Management S.A., 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- 2) Kristina Ekstrand, Director, JRS Asset Management S.A., 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- 3) Alfons Klein, Managing Director, Sal. Oppenheim jr. & Cie. Luxembourg S.A., 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Second resolution

The registered office of the Company is fixed at 4, rue Jean Monnet, L2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The following is elected as approved an auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) for a period ending with the next annual general meeting:

KPMG Audit, S.à.r.l., 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, this deed, including the articles of incorporation, is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by surname, first names, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, this original deed.

Signé: K. Kahstein et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 1^{er} juin 2011. LAC/2011/25480. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2011.

Référence de publication: 2011078702/830.

(110087855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

WestCan Lux Properties I, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 20.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 159.552.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the eleventh of March.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

The company Wesholding S.à r.l., having its registered office in Suite 13, First Floor, Oliaji Trade Centre, Francis Rachel Street, Victoria, Mahe, Republic of Seychelles, duly represented by his director Mr. Daniel GALHANO, here represented by Mr Raymond THILL, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on March 8th, 2011,

Such proxy after signature "ne varietur" by the mandatory and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name WestCan Lux Properties I (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by the sole manager, or in case of plurality of managers, by a resolution the board of managers of the Company taken in accordance with the present articles. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by the sole shareholder or in case of plurality the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single sole manager, or in case of plurality of managers, by a resolution the board of managers of the Company taken in accordance with the present articles. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favor or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Corporate capital.

5.1. The Company's corporate capital is fixed at twenty thousand Canadian dollars (CAD 20,000) represented by twenty thousand (20,000) shares in registered form with a par value of one Canadian dollar (CAD 1) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3. Shares are freely transferable among shareholders

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company and may be examined by each shareholder who so requests in accordance with the provisions of the Law.

6.5. The Company shall to the extent and under the terms permitted by law, have power to redeem its own corporate units. Such redemption shall be carried out by a resolution of the shareholders or of the sole member (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles. The redemption may only be decided to the extent that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose.

III. Management - Representation

Art. 7. Management.

7.1. The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of the shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

Art. 8. Board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be granted for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the manager, or if there are more than one manager, by the board of managers of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of any manager of the Company or, as the case may be, by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1. The sole shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1. If there are less than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3. However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of each year.

14.2. Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal corporate capital.

15.2. The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3. The shareholders of the Company, or the sole member (as the case may be) upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder (s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

17. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2011.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, the abovenamed party, represented as stated hereabove, declares to subscribe for all the twenty thousand (20,000) shares in registered form, with a par value of one Canadian dollar (CAD 1) each.

The shares have all been fully paid up by contribution in cash, so that the amount of twenty thousand Canadian dollars (CAD 20,000) is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of its incorporation is estimated at approximately one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

a) Mr. Daniel GALHANO, manager, born on July 13th, 1976, in Moyeuvre-Grande (France), residing professionally at 54, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg,

b) Mr. Laurent TEITGEN, manager, born on January 5th, 1979, in Thionville (France), residing professionally at 54, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 54, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le onze mars, par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La Société Wesholding S.à r.l., ayant son siège social à Suite 13, First Floor, Oliaji Trade Centre, Francis Rachel Street, Victoria, Mahe, République des Seychelles, dûment représentée par son administrateur Monsieur Daniel GALHANO, lui-même ici représenté par Monsieur Raymond THILL, employé privé, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée à Luxembourg en date du 8 mars 2011.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination WestCan Lux Properties I (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique, ou en cas de pluralités de gérants par le conseil de gérance de la Société en vertu des présents statuts. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou en cas de pluralités par l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par simple décision du gérant unique, ou en cas de pluralités de gérants par le conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Dans les cas où le gérant unique ou le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que toutes transactions relatives à l'immobilier ou à la propriété mobilière, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à, la réalisation de son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civiques, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à vingt mille dollars canadiens (CAD 20.000), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de un dollar canadien (CAD 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés est soumise à l'accord préalable de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle a été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé qui le souhaite.

6.5. La Société pourra racheter ses parts sociales dans les limites fixées par la Loi.

Un tel rachat sera effectué par une décision des associés ou de l'associé unique (selon les circonstances), adopté dans les conditions exigées pour les modifications statutaires. Le rachat ne pourra être décidé que si la Société a des réserves distribuables suffisantes dans ce but.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérant(s) nommé(s) par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixe le terme de son (leur) mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le (les) gérant(s) n'ont pas besoin d'être associé.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison).

Art. 8. Conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant unique ou, si la Société est gérée par plusieurs gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par le gérant ou en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance de la Société.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit, soit en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix exprimées. Les résolutions du conseil de gérance seront consignées en procès-verbaux signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à une réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou télécopie.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la signature individuelle de tout gérant de la Société, ou par la ou les signature(s) individuelles ou conjointes de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales de la Société qu'il détient.

12.3. Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant toute autre personne ou entité comme son mandataire par écrit que ce soit par courrier, télégramme, télex, télécopie ou par courrier électronique.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1. Lorsque le nombre d'associés est inférieur à vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par courrier ou par télécopie.

13.2. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social de la Société.

13.3. Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant unique ou le conseil de gérance prépare le bilan et le compte des pertes et profits ainsi qu'un inventaire donnant une indication de la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, du commissaire aux comptes (s'il y en a un) et des associés envers la Société.

14.3. Chaque associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan mentionnés ci-dessus au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2. L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3. L'associé unique ou l'assemblée générale des associés (selon les circonstances) sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (selon les circonstances), peuvent décider de distribuer des acomptes sur dividendes avant la fin de l'exercice en cours, sur la base de comptes intermédiaires établis par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon les circonstances), et prouvant que les fonds sont suffisants pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et des réserves disponibles, moins les pertes reportés et les sommes à affecter à une réserve à établir selon la loi

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) associé(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi applicable pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué à l'associé ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

17. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions légales de la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2011.

Souscription - Paiement

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, le comparant, représenté comme mentionné ci-avant, déclare souscrire à l'intégralité des vingt mille (20.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un dollar canadien (CAD 1) chacune.

Les parts sociales ont été entièrement libérée par apport en numéraire, le montant de vingt mille dollars canadiens (CAD 20.000) est donc, à partir de maintenant, à la libre disposition de la Société, comme il en a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ mille quatre cents Euros (EUR 1.400.-).

Décisions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société a adopté les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

a) Monsieur Daniel GALHANO, gérant, né le 13 juillet 1976 à Moyeuvre-Grande (France), demeurant professionnellement au 54, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg,

b) Monsieur Laurent TEITGEN, gérant, né le 5 janvier 1979 à Thionville (France), demeurant professionnellement au 54, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est fixé au 54, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui parle et comprend l'anglais, constate qu'à la demande du comparant ci-dessus, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 mars 2011. LAC/2011/12316. Reçu soixante-quinze euros (75.-€)

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2011.

Référence de publication: 2011039941/414.

(110044372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2011.

Daritos Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 6.959.500,00.

Siège social: L-9943 Hautbellain, Maison 34.

R.C.S. Luxembourg B 120.586.

—
EXTRAIT

Il résulte du contrat daté du 5 avril 2011 que les parts sociales de la société de EUR 100,- chacune, sont désormais réparties comme suit:

Désignation des associés	Nombre de parts sociales
Daritos Limited 263 Main Street Road Town VG 1110 Tortola British Virgin Islands	
Commercial register n° 1637623	69.595
TOTAL	69.595

Luxembourg, le 20 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011054686/18.

(110062036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2011.

Eurofins Ventures Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 122.861.

L'an deux mille onze, le premier avril.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

A comparu:

La société à responsabilité limitée "Eurofins International Holdings LUX", établie et ayant son siège social à L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157959,

ici représentée par Monsieur Luca COZZANI, Group Tax Counsel du groupe Eurofins, demeurant professionnellement à B-1950 Kraainem, 455, Chaussée de Malines,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant demeurera annexée aux présentes pour être soumise ensemble aux formalités de l'enregistrement.

La comparante dûment représentée agissant en tant qu'associé unique de la société à responsabilité limitée "Eurofins Ventures LUX", constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 19 décembre 2006, publié au Mémorial C numéro 220 du 21 février 2007, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B122861.

Ensuite la comparante, représentant l'intégralité du capital social a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'associé unique décide de modifier l'article 12 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

"La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant la durée de leur mandat. Il(s) est/est/sont librement et à tout moment révocable(s) par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

La Société est engagée en toutes circonstances, par la signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant et du président du conseil de gérance."

Frais

Les frais, dépenses, charges et rémunérations en relation avec les présentes sont tous à charge de la société.

Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, le comparant a déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, il a signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: L. Cozzani, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 1^{er} avril 2011. Relation: EAC/2011/4433. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 4 avril 2011.

Référence de publication: 2011046554/44.

(110052687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Charter Hall Retail Alt-Chemnitz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.511.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 avril 2011.

Référence de publication: 2011047271/10.

(110053323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2011.

Foyer International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 53.682.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joëlle BADEN

Notaire

Référence de publication: 2011047137/11.

(110052211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Cabinet Vétérinaire du Limpertsberg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 40, avenue du Bois.
R.C.S. Luxembourg B 159.950.

—
STATUTS

L'an deux mille onze, le trente-et-un mars.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

La société à responsabilité limitée "Clinique Vétérinaire du Cèdre", établie et ayant son siège social à L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 133011,

ici représentée par son gérant unique, Monsieur Steeve Carré, vétérinaire, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy, lequel peut valablement engager la société en toutes circonstances par sa seule signature.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il constitue par les présentes.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, l'associé peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la société.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un cabinet vétérinaire ainsi que la pratique de la médecine et de la chirurgie des animaux de compagnie.

La société aura également pour objet à titre accessoire la gestion de son propre patrimoine immobilier ou mobilier par l'achat, la location, la mise en valeur et la vente de toutes propriétés et droits immobiliers.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement et indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société prend la dénomination de "Cabinet Vétérinaire du Limpertsberg S.à r.l.".

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'associé unique.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent parts sociales (100) de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

Art. 7. Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer d'aucune manière dans les actes de son administration. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan et inventaire de la société.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associé ou non, nommés et révocables à tout moment par l'associé unique qui en fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. Chaque année le trente et un décembre les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Le produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissement et charges constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde est à la libre disposition de l'associé unique.

Art. 12. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, l'associé se réfère aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commence aujourd'hui et finit le trente et un décembre 2011.

Souscription et Libération

Toutes les parts sont souscrites en numéraire par l'associé unique la société à responsabilité limitée "Clinique Vétérinaire du Cèdre", établie et ayant son siège social à L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 133011, pré-qualifiée.

L'associé unique déclare que toutes les parts sociales souscrites sont intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Frais

L'associé a évalué le montant des frais, dépenses, rémunération et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution à environ mille euros (EUR 1.000,-).

Déclaration

Le notaire soussigné déclare aussi avoir informé le comparant au sujet des formalités d'ordre administratif nécessaires en vue de l'obtention d'une autorisation d'établissement préalable à l'exercice de toute activité.

Décisions

Et l'associé a pris les résolutions suivantes:

Sont nommés gérants de la société pour une durée indéterminée:

1) Monsieur Jean-Marc Devroye, vétérinaire, né à Ixelles (Belgique) le 8 septembre 1971, demeurant professionnellement à L-1251 Luxembourg, 40, avenue du Bois,

agissant en sa qualité de gérant technique.

2) Monsieur Steeve Carré, vétérinaire, né à Villeneuve d'Asq (France) le 15 avril 1972, demeurant professionnellement à L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy,

agissant en sa qualité de gérant administratif.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes des gérants technique et administratif.

Le siège social est établi à L-1251 Luxembourg, 40, avenue du Bois.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S.Carré, Moutrier Blanche

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 1^{er} avril 2011. Relation: EAC/2011/4393. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 4 avril 2011.

Référence de publication: 2011046454/95.

(110052681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

STAR Agatha Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 156.136.

Par la présente, nous vous informons que Johanna van Oort a démissionné de son poste de gérant B avec effet au 23 février 2011.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2011.
Pour *Vistra (Luxembourg) S.à r.l.*
Société domiciliataire
Wim Rits / Ivo Hemelraad

Référence de publication: 2011046816/13.

(110052568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Assoco Ré S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 26.955.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue à Luxembourg le mercredi 20 avril 2011

L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

- L'Assemblée décide de nommer comme Administrateurs les personnes suivantes:

* Monsieur Emmanuel Hazard, Président du Conseil d'Administration et Administrateur, demeurant 8, rue dit Couvent, B-1390 Nethen

* Monsieur Michel Grandjean, Administrateur, demeurant 28, avenue du Soleil, B-1640 Rhode Si Genèse

* Monsieur Michel Charles, Administrateur, demeurant 14, rue Piette. B-1325 Longueville

* Monsieur Thierry Lagasse de Locht, Administrateur, demeurant au 31, rue des Genets, B-1390 Grez-Doiceau

* Monsieur Claude Weber, Administrateur, demeurant professionnellement au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg

* Madame Marie-Louise Gossez, Administrateur, demeurant 89, rue Auguste Latour, B-1440 Brame-Le-Château

* Monsieur Danilo Giuliani, Administrateur, demeurant professionnellement au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg

* Monsieur Stéphane Menant. Administrateur, demeurant professionnellement au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg pour une durée d'un an, c'est-à-dire jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2012 qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice social de 2011.

- L'Assemblée nomme KPMG AUDIT Sàrl comme Réviseur d'entreprises indépendant. Ce mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2012 et qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice de 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Extrait sincère et conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011057789/27.

(110064845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

B. Thyssen & Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue du Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 159.963.

—
EXTRAIT

1. Les associés. Monsieur Bram Thyssen, né à Sint-Niklaas (Belgique), le 31 mars 1985, demeurant à 9100 Sint-Niklaas (Belgique), Pastorijsstraat 46/6,

Monsieur Tim Thyssen, né à Sint-Niklaas (Belgique), le 19 mars 1987, demeurant à 9100 Sint-Niklaas (Belgique), Hertjen 86 bus 3,

2. L'objet social.

- L'objet de la Société est la perception de commissions, la gestion de son propre patrimoine et la gestion des participations.

- La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, excepté par voie d'offre publique.

- La Société peut généralement employer toutes techniques ou instruments relatifs à ses investissements aptes à réaliser une gestion efficace de ceux-ci y compris toutes techniques ou instruments aptes à protéger la Société contre les risques de crédits, cours de change, taux d'intérêts et autres risques.

- La Société peut acquérir, transférer et gérer toute sorte d'immeuble dans tous pays ou louer.

- La Société peut accomplir toutes opérations financières ou autres se rapportant à ses biens meubles ou immeubles, directement ou indirectement liées à son objet.

L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative, voir article 4. de l'acte constitutif.

3. Le siège social. Le siège social de la Société est établi au 5, Rue Prince Jean à 4740 Pétange et peut être transféré en tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg ou provisoirement à l'étranger selon l'article 2. de l'acte constitutif.

4. Gérance. La Société est gérée par l'Associé Commandité: Monsieur Bram Thyssen

La Société est engagée par la seule signature de son Associé Commandité ou, en cas de pluralité d'Associés Commandités, par la seule signature de l'un quelconque des Associés Commandités ou par la seule signature de toute personne à laquelle le pouvoir de signer pour la Société a été valablement conféré par les Associés Commandités conformément à l'article 9.1. de l'acte constitutif.

5. Pouvoirs du gérant.

- L'Associé Commandité est responsable personnellement indéfiniment et solidairement des engagements sociaux n'étant pas couverts par les actifs de la Société.

- L'Associé Commandité a le pouvoir de mener et approuver tous actes et opérations nécessaires ou utiles à la réalisation des objets de la Société, y compris, pour autant que de besoin, la façon dont les résultats d'une entité affiliée sont affectées.

- Sous réserve du dernier point ci-dessous, l'Associé Commandité peut à tout moment nommer un ou plusieurs agents ad hoc en vue de l'accomplissement de tâches spécifiques. L'Associé Commandité déterminera les pouvoirs et rémunération (le cas échéant) de ces agents, la durée de leurs mandats et toute autre condition du mandat. Le(s) mandataire(s) ainsi nommé(s) est/sont révocable(s) ad nutum par décision de l'Associé Commandité.

- La nomination de(s) mandataire(s) conformément au point ci-dessus n'aura pas d'effet sur la responsabilité illimitée de l'Associé Commandité.

- L'Associé Commanditaire n'a aucune autorité ou pouvoir d'agir comme mandataire de la Société ou de l'Associé Commandité de la Société.

6. Capital social. Le capital souscrit de la Société est fixé à un montant de Dix Mille Euros (10.000-EUR) représenté par Dix Mille (10.000) Parts de Un Euro (1-EUR) chacune dont :

- Neuf Mille Neuf Cent Quatre Vingt Dix Neuf (9999) Parts de Un Euro (1-EUR) détenues par l'associé commandité: Monsieur Bram Thyssen

- Une (1) Part de Un Euro (1-EUR) détenue par l'associé commanditaire:

Monsieur Tim Thyssen

Les Parts n'ont pas été libérées le jour de la constitution.

7. Durée. La Société est constituée à la date du 1^{er} avril 2011 pour une période indéterminée.

Signatures.

Référence de publication: 2011046427/53.

(110052843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

FOSCA II Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 153.408.

Par résolutions prises en date du 14 mars 2011, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission des gérants suivants avec effet immédiat:

- Pascale Nutz, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

- Stéphane Bourg, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

2. Nomination de Fosca II Manager S.à r.l., avec siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, au mandat de gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011046582/16.

(110052462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

J-J. Partners S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 49.060.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 4 avril 2011

Les mandats d'administrateur de Monsieur Göran J. EHRNROOTH, Monsieur Robert G. EHRNROOTH, Madame. Elsa FROMOND, Monsieur Peter HARTWALL, Monsieur Thomas TALLBERG et Monsieur Mattias WREDE ne sont pas renouvelés.

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2010:

- Monsieur Fredrik von LIMBURG STIRUM, farmer, demeurant à Koskipolku 34, 25560 Koski As, Finlande,
- Monsieur Albert EHRNROOTH, managing director, demeurant à Skeppsbrogatan 10 A 2, 00140 Helsingfors, Finlande
- Monsieur Mattias THERMAN, restaurateur, demeurant à Armfelstvägen 4, 00150 Helsingfors, Finlande,
- Madame Anna FROMOND, demeurant à Ehrensvärdsvägen 18-20 B 10, 00150 Helsingfors, Finlande,
- Monsieur Jacob EHRNROOTH, demeurant à Villagatan 4 A 4, 00150 Helsingfors, Finlande,
- Monsieur Martin TALLBERG, demeurant à Enåsvägen 16 A 6, 00200 Helsingfors, Finlande.

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2010:

- Mr. Alexander BARGUM, résidant à Eteläranta 8, 00130 Helsinki, Finlande.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 27 avril 2011.

Référence de publication: 2011057190/24.

(110064783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 avril 2011.

S A S Investments S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 134.478.

BDO TAX & ACCOUNTING

A décidé de dénoncer le siège de la société

SAS INVESTMENTS S.A.

Société Anonyme

2, avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

Inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 134 478

Luxembourg, le 1^{er} avril 2011.

BDO TAX & ACCOUNTING

Référence de publication: 2011046773/15.

(110052420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Marcande Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 85.364.

Monsieur Gabriel JEAN a démissionné de sa fonction d'administrateur et d'administrateur délégué de la société MARCANDE HOLDING S.A., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B85364, avec effet à la date de la dénonciation de la société, à savoir le 8 juillet 2008.

Les sociétés CRITERIA S.à.r.l. et PROCEDIA S.à.r.l. ont démissionné de leur fonction d'administrateur de la société MARCANDE HOLDING S.A., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B85364, avec effet à la date de la dénonciation de la société, à savoir le 8 juillet 2008.

La société MARBLEDEAL LTD a démissionné de sa fonction de commissaire aux comptes de la société MARCANDE HOLDING S.A., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B85364, avec effet à la date de la dénonciation de la société, à savoir le 8 juillet 2008.

Référence de publication: 2011046673/16.

(110052403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

QBIC, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7535 Mersch, 11, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 76.722.

—
L'an deux mille onze, le vingt-deuxième jour de mars.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire résidant à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

Monsieur Aly GEHLEN, ingénieur, demeurant à L- 8388 Koerich, 21 rue de Steinfort, né le 30 août 1963 à Luxembourg.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

- que Monsieur Aly GEHLEN, précité est le seul associé actuel (l' «Associé Unique») de la société à responsabilité limitée QBIC, avec siège social à L-7535 Mersch, 11, rue de la Gare, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 76722, constituée suivant acte reçu par le notaire Urbain Tholl, de résidence à Mersch, le 4 juillet 2000, acte publié au Mémorial C numéro 820 du 9 novembre 2000;

- que les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et une dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 16 juillet 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1913 du 1^{er} octobre 2009;

- que le capital social de la Société est fixé à douze mille sept cent cinquante (12.750,-) euros, représenté par trois cent soixante quinze (375) parts sociales de trente-quatre euros (EUR 34,-) chacune, entièrement souscrites et libérées; et

- que l'ORDRE DU JOUR est le suivant:

- Ajout en fin de l'article 13 des statuts de la Société d'un nouveau paragraphe comme suit: «La gérance est autorisée à verser des acomptes sur dividendes à condition qu'avant toute distribution, la gérance soit en possession de comptes intermédiaires de la société fournissant la preuve de l'existence de fonds suffisants à la distribution de ces acomptes sur dividendes. La distribution de dividendes intérimaires est soumise aux dispositions des articles 167 et 201 de la Loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée.»

- nomination pour une durée indéterminée d'un nouveau gérant technique.

Ensuite, la partie comparante, représentant l'intégralité du capital, a requis le notaire soussigné de constater les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associé Unique décide d'ajouter en fin de l'article 13 des statuts de la Société un nouveau paragraphe comme suit:

« **Art. 13. Nouveau paragraphe in fine.** La gérance est autorisée à verser des acomptes sur dividendes à condition qu'avant toute distribution, la gérance soit en possession de comptes intermédiaires de la société fournissant la preuve de l'existence de fonds suffisants à la distribution de ces acomptes sur dividendes. La distribution de dividendes intérimaires est soumise aux dispositions des articles 167 et 201 de la Loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée.»

Deuxième résolution:

L'Associé Unique décide de nommer pour une durée indéterminée un nouveau gérant technique à savoir:

Monsieur Marc Sand, né à Luxembourg le 24 mars 1966, demeurant au 6, rue Léon Maroldt, L - 3322 Bivange.

Dont acte, fait et passé à Mersch, même date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la personne comparante, connue du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état civil et résidence, cette personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Aly Gehlen, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 29 mars 2011. LAC / 2011 / 14439. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Tom Benning.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 4 avril 2011.

Référence de publication: 2011046748/49.

(110052714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

E.R.C.L. S.A., European Retail Company Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 106.244.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal des décisions de l'Actionnaire unique de la société adoptées le 12 avril 2011

Il résulte dudit procès-verbal que les mandats d'administrateur de Messieurs Patrick de BOSSCHERE, Pierre-Yves CONAN et Christian LUREAU ainsi que le mandat de commissaire aux comptes Marbledeal Luxembourg Sàrl sont arrivés à échéance en 2010 et n'ont pas été renouvelés.

Le mandat de Monsieur Pierre-Yves CONAN demeurant 5 allée des Charmes, 91310 Longpont sur Orge (France) a été renouvelé pour une période de 1 an. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale statutaire de 2012.

Nomination pour une période de 1 an de 2 nouveaux administrateurs suivants:

- Monsieur Dominique LAMBRE, demeurant 18 rue Santos Dumont, 31130 Balma (France)

- Monsieur Martin STAELENS, demeurant 50 rue Paul Brien, 4280 Hannut (Belgique)

Ces administrateurs sont nommés jusqu'à la prochaine Assemblée Générale statutaire de 2012.

Le mandat du commissaire aux comptes la société MARBLEDEAL LTD, avec siège social au 41 Chalton Street, GB-LONDON NW1 a été renouvelé pour une période de 1 an. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale statutaire de 2012.

Extrait sincère et conforme des décisions circulaires du conseil d'administration du 12 avril 2011

Nommé Monsieur Pierre-Yves CONAN, demeurant 5 allée des Charmes, 91310 Longpont sur Orge (France) en tant que président du Conseil d'Administration de la Société à compter de ce jour, conformément à l'Article 7 des Statuts de la Société.

En qualité d'administrateur-délégué et de président, Monsieur Pierre-Yves CONAN aura tous les pouvoirs réservés à cette fonction dans les Statuts de la Société.

constate que les administrateurs Messieurs Patrick de BOSSCHERE et Christian LUREAU ont démissionné de leur fonction d'administrateur-délégué.

désigne les personnes suivantes à la gestion journalière de la société, conformément à l'Article 60 de la loi sur les Sociétés Commerciales et à l'Article 11 des Statuts de la susdite société:

- Monsieur Dominique LAMBRE, demeurant 18 rue Santos Dumont, 31130 Balma (France)

- Monsieur Pierre Yves CONAN, demeurant 5 Allée des Charmes, 91310 Longpont sur Orge (France)

- Monsieur Martin STAELENS, demeurant 50 rue Paul Brien, 4280 Hannut (Belgique)

En qualité d'administrateur-délégué, Messieurs Dominique LAMBRE, Pierre-Yves CONAN et Martin STAELENS auront le pouvoir d'engager la Société par leur seule signature dans le cadre des actes de gestion journalière.

Bertrange, le 12 avril 2011.

Pour EUROPEAN RETAIL COMPANY LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2011057880/37.

(110064842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

MGI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 160.206.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales en date du 8 avril 2011 entre la société VACON PROPERTIES S.A., d'une part, Monsieur Mahmood Samy Naib, né le 19 septembre 1966 à Bagdad (Iraq) et demeurant professionnellement à Khalidiya Tower, Khalidiya, 33933, Abou Dhabi (Emirats Arabes Unis) et Monsieur Omar Ghassan Jihad Fahmi, né le 21 juin 1971 à Bagdad (Iraq) et demeurant professionnellement à Khalidiya Tower, Khalidi, 33933, Abou Dhabi (Emirats Arabes Unis), d'autre part, que la société VACON PROPERTIES S.A. a cédé 6.250 parts sociales à Monsieur Mahmood Samy Naib et 6.250 parts sociales Monsieur Omar Ghassan Jihad Fahmi.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Fait à Luxembourg, le 20 avril 2011.

Référence de publication: 2011054808/18.

(110062178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2011.

Revision Military S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 152.462.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 30 mars 2011

En date du 30 mars 2011, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Madame Séverine LAMBERT en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat;
- de nommer Madame Catherine KOCH, née le 12 février 1965 à Sarreguemines, France, ayant comme adresse professionnelle: 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;
- de confirmer les mandats de gérant de classe A de Monsieur Jonathan Blanshay et de gérant de classe B de Monsieur Frédéric Gardeur pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

- Monsieur Jonathan Blanshay, gérant de classe A
- Monsieur Frédéric Gardeur, gérant de classe B
- Madame Catherine Koch, gérant de classe B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2011.

Revision Military S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011046756/25.

(110052362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Digital River International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 114.146.

—
Il résulte d'une décision de l'associé unique de la Société prise en date du 27 avril 2011 ce qui suit:

- M. John Hogan, né le 22 juillet 1963 à Scarriff, République d'Irlande, demeurant au 25 The Parklands, Clarinbridge, Co Galway, République d'Irlande, a été révoqué de son mandat de gérant de catégorie B de la Société, avec effet au 27 avril 2011;
- M. George Dodge, né le 5 mai 1957, dans l'Etat du Wisconsin, Etats-Unis d'Amérique, demeurant au 50 The Strand, O'Callaghan Strand, Limerick, Co. Limerick, République d'Irlande, a été nommé gérant de catégorie A de la Société avec effet au 27 avril 2011 et pour une durée indéterminée; et
- Mlle Sandrine Bonnardel, née le 9 juillet 1970, à Romans-sur-Isère, France, demeurant à Cappagh South, Sixmilebridge, Co. Clare, République d'Irlande, a été nommée gérant de catégorie B de la Société avec effet au 27 avril 2011 et pour une durée indéterminée.

Par conséquent, le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- M. Richard Strosahl, gérant de catégorie A;
- M. George Dodge, gérant de catégorie A; et
- Mlle Sandrine Bonnardel, gérant de catégorie B.

Il est également rappelé que l'adresse du siège social de l'associé unique de la Société, Digital River Ireland Limited, a été transférée du 30, Herbert Street, Dublin 2, République d'Irlande à Unit 153, Shannon, Co. Clare, République d'Irlande, avec effet au 28 juin 2009.

Luxembourg, le 28 avril 2011.

Pour Digital River International S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011058796/29.

(110065330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 avril 2011.

Emir S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 120, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 159.942.

STATUTS

L'an deux mille onze, le vingt-huit mars.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

ONT COMPARU:

1) Madame Sandra FRANCISCO, employée privée, née à Esch-sur-Alzette, le 24 juillet 1980, demeurant à L-2543 Luxembourg, 34, rue du Dernier Sol.

2) Monsieur Nedzad DRPLJANIN, employé privé, né à Titograd (Montenegro), le 27 novembre 1974 demeurant à L-1221 Luxembourg, 61, rue de Beggen

3) Monsieur Fabrice LAURENT, employé privé, demeurant à L-1740 Luxembourg, 66a, rue de Hollerich, né à Longwy, le 8 janvier 1968.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par les propriétaire des parts ci-après créées une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un bar à champagne avec débit de boissons alcooliques et non alcooliques, ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 3. La société prend la dénomination de "EMIR S.à r.l."

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Elle commence à compter du jour de sa constitution.

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 12.500.-(douze mille cinq cents euros) représenté par 100 (cent) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125.- (cent vingt-cinq euros) chacune.

Art. 7. Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès ou la dissolution d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants qui sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat.

A moins que l'assemblée n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Si la société ne compte qu'un seul associé, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.

Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, sont consignées dans un registre tenu au siège social.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui (eux) au nom de la société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le trente-et-un décembre deux mille onze.

Souscription et Libération

Les cent (100) parts sociales sont souscrites par les associés comme suit:

1) Madame Sandra FRANCISCO, prénommée: Vingt parts sociales	20
2) Monsieur Nedzad DRPLJANIN, prénommé: Quarante parts sociales	20
3) Monseieur Fabrice LAURENT, prénommé: Quarante parts sociales	40

Toutes les parts ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Assemblée générale des associés

Ensuite les associés se sont réunis en assemblée générale et ont pris les décisions suivantes:

1. Est nommée gérante pour une durée indéterminée:

Madame Sandra FRANCISCO, née à Esch-sur-Alzette, le 24 juillet 1980, demeurant à L-2543 Luxembourg, 34, rue du Dernier Sol.

La Société est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de la gérante.

2. Le siège social est fixé à L-2550 Luxembourg, 120, avenue du X Septembre.

Remarque

Avant la clôture des présentes, le notaire instrumentant a attiré l'attention des constituants sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises pour exercer les activités plus amplement décrites comme objet social à l'article deux des présents statuts.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ EUR 1.000.-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: S. FRANCISCO, N. DRPLJANIN, F. LEURENT et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 mars 2011. Relation: LAC/2011/14674. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): T. BENNING.

- POUR EXPEDITION CONFORME – délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2011.

Référence de publication: 2011046564/90.

(110052358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Tvikobb S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 94.913.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 21 mars 2011

Est nommé administrateur, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes aux 30 avril 2011, Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 21 mars 2011.

Référence de publication: 2011046843/13.

(110052589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Argilux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4716 Pétange, 27, rue Bommert.

R.C.S. Luxembourg B 147.130.

—
DISSOLUTION

L'an deux mil onze, le seize mars.

Par-devant Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange.

Ont comparu:

1) Monsieur Constantin SUSAN, ingénieur technicien électromécanique, né à Bistrita (Roumanie), le 6 novembre 1974, demeurant à L-4716 Pétange, 27, rue Bommert,

2) Madame Liliana SUSAN, comptable née à Bistrita (Roumanie), le 12 octobre 1975, demeurant à L-4760 Pétange, 128, route de Luxembourg,

agissant comme uniques associés de la société à responsabilité limitée "ARGILUX S.à.r.l.", avec siège social à L-4716 Pétange, 27, rue Bommert, (RCS Luxembourg B No 147.130), constituée suivant acte notarié du 26 juin 2009, publié au Mémorial C No 1513 du 5 août 2009

lesquels comparants concluent formellement à la dissolution de ladite société pour défaut d'activité et d'autorisation de faire le commerce depuis le jour de la constitution

- ils déclarent encore que la liquidation de la société a d'ores et déjà été opérée et clôturée et qu'ils assument personnellement tous éléments actifs et passifs éventuels de la société dissoute.

Les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant la période légale de 5 ans à l'ancien siège de la société dissoute.

Nous Notaire avons donné acte de la liquidation et de la dissolution de la société «ARGILUX S.à.r.l.».

Frais

Les frais du présent acte sont estimés à la somme de huit cents euro (€ 800,-).

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire.

Et après lecture faite aux comparants, ceux-ci ont signé la présente minute avec le notaire instrumentant.

Signé: SUSAN C., SUSAN L., d'HUART.

Enregistré à Esch/Alzette A.C., le 21 mars 2011. Relation: EAC/2011/3715. Reçu: soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Pétange, le 24 mars 2011.

Georges d'HUART.

Référence de publication: 2011047086/34.

(110052447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Emmetex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 71.323.

—
L'an deux mille onze, le trois mars.

Par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg-Ville.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée EMMETEX S.A., ayant son siège social à Luxembourg, 19/21, Boulevard du Prince Henri, inscrite au registre de commerce à Luxembourg sous la section B et le n°71.323,

constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 26 juillet 1999, publié au Mémorial C de l'an 1999, page 39.922, et les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le même notaire en date du 18 février 2002, publié au Mémorial C n°869 du 7 juin 2002,

avec un capital social actuel de EUR 165.000,- (cent soixante-cinq mille euros) représenté par 33.000 (trente-trois mille) actions d'une valeur nominale de EUR 5,- (cinq euros) chacune, entièrement souscrites et libérées.

L'assemblée est présidée Mme Giordina TUCCI, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Mme Lauriane LAGARDE, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur M. Francesco MOLARO, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et demande au notaire d'acter ce qui suit:

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant .

Ensuite Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que la totalité des actions représentatives de l'intégralité du capital social, sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, sans convocation préalable.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. - Réduction du capital social d'un montant de EUR 130.000,- (cent trente mille Euros),

afin de ramener le capital social souscrit de la société de son montant actuel de EUR 165.000,- (cent soixante-cinq mille Euros) à EUR 35.000,- (trente-cinq mille Euros),

par l'annulation de 26.000 (vingt-six mille) actions existantes d'une valeur nominale de EUR 5 (cinq Euros) par action, détenues par les actuels actionnaires au prorata des actions actuellement détenues,

le but de la réduction étant de:

- rembourser à concurrence de EUR 36.000,- (trente-six mille Euros) les actionnaires existants, au prorata des actions détenues, un remboursement aux actionnaires ne pourra intervenir qu'en observant les prescriptions de l'article 69, 3^{ème} alinéa de la loi sur les sociétés,

- et de constituer, avec le montant restant de la réduction, soit EUR 94.000 (quatre-vingt-quatorze mille Euros), un compte de réserve libre.

Cette réserve libre pourra être utilisée de quelque manière que ce soit, en restant toutefois dans les limites fixées par l'article 69 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, en cas de remboursement aux actionnaires;

2. Modification afférente du premier alinéa de l'article 5 des statuts;

3. Pouvoir au conseil d'administration de fixer les modalités de remboursement aux actionnaires;

4. Divers.

L'assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée a pris à l'unanimité des voix et séparément les résolutions suivantes.

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social d'un montant EUR 130.000,- (cent trente mille Euros),

afin de ramener le capital social souscrit de la société de son montant actuel de EUR 165.000,- (cent soixante-cinq mille Euros) à EUR 35.000,- (trente-cinq mille Euros),

par l'annulation de 26.000 (vingt-six mille) actions existantes d'une valeur nominale de EUR 5 (cinq Euros) par actions, détenues par les anciens actionnaires au prorata des actions actuellement détenues,

le but de la réduction étant de:

- rembourser à concurrence de EUR 36.000,- (trente-six mille Euros) les actionnaires existants, au prorata des actions détenues, et l'annulation des actions portant les numéros 1 à 16900 (16.900 actions) et de 23.901 à 33000 (9100 actions) en tenant compte de l'éventuel problème de rompu, un remboursement aux actionnaires ne pourra intervenir qu'en observant les prescriptions de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés, et étant entendu que la réduction entraînera également l'annulation des certificats en cours de circulation représentant le solde des actions, à savoir 7.000 actions sans émission de nouveaux certificats,

- et de constituer, avec le montant restant de la réduction, soit EUR 94.000 (quatre-vingt-quatorze mille Euros), un compte de réserve libre. Cette réserve libre pourra être utilisée de quelque manière que ce soit, en restant toutefois dans les limites fixées par l'article 69 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, en cas de remboursement aux actionnaires .

Deuxième résolution

A la suite de la résolution qui précède, pouvoir individuel est donné au conseil d'administration en vue de fixer les modalités d'annulation des actions anciennes, et d'accomplir les autres actes en vue de la réalisation de la décision qui précède.

Troisième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide, à la suite des résolutions précédentes, de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société pour leur donner la teneur suivante:

Art. 5. Premier alinéa. «Le capital social souscrit est fixé à EUR 35.000.- (trente-cinq mille Euros) représenté par 7.000 (sept mille) actions d'une valeur nominale de EUR 5.- (cinq Euros) chacune, entièrement souscrites et libérées.»

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, le président lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: G. TUCCI, L. LAGARDE, F. MOLARO, J. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, actes civils le 8 mars 2011. LAC/2011/10890. Reçu soixante-quinze Euros (EUR 75.-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la société prénommée, aux fins de dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Luxembourg, le 3 avril 2011.

Référence de publication: 2011046565/92.

(110052183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

Rubyto Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 117.650.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires et par le conseil d'administration en date du 19 avril 2011

1. M. Philippe TOUSSAINT a démissionné de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration.

2. M. Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né à Metz (France), le 29 octobre 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.

3. M. Xavier SOULARD a été nommé comme président du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.

Luxembourg, le 20.4.2011.

Pour extrait sincère et conforme

Pour RUBYTO INVESTMENTS S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011054871/18.

(110061727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2011.

Towers Investments Adviser S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 126.353.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011058468/9.

(110066057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2011.
